



DIVISION LINGUISTIQUE
**Conseil Economique
et Social**
COPIE D'ARCHIVES
A RENDRE AU BUREAU E/5107

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1990/93
19 mars 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-sixième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 9 mars 1990, adressée au Secrétaire général adjoint
aux droits de l'homme par le Représentant permanent
des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève

Au nom de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, je demande que le communiqué de presse ci-joint, émanant de la Mission permanente de Cuba, soit distribué en tant que document de la Commission au titre du point 12 de l'ordre du jour.

l'Ambassadeur
(Signé) Morris B. Abram

Annexe

"CUBA - DROITS DE L'HOMME

La résolution de la Commission de l'ONU ne sera pas respectée

La Havane, 8 mars (PL). Le Président Fidel Castro a annoncé que Cuba ne respectera pas la résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU concernant Cuba car "elle est le produit d'un chantage et de pressions exercés par les Etats-Unis".

Le dirigeant cubain a annoncé d'un ton énergique, lors du discours qu'il a prononcé devant le Congrès national des femmes : "Nous n'allons pas respecter fût-ce une seule virgule de cette résolution".

Par 19 voix contre 12, avec 12 abstentions, la Commission a décidé, mardi, à Genève, de demander à Cuba qu'elle communique au Secrétaire général de l'ONU des renseignements sur certains aspects de la situation des droits de l'homme dans le pays et a appelé l'attention sur de prétendus mauvais traitements dont des personnes se sont plaintes à la délégation de l'ONU arrivée dans l'île en 1988, sur l'invitation du gouvernement.

"Je voudrais bien savoir qui osera venir ici nous demander des renseignements", a déclaré le dirigeant cubain dans un passage de l'intervention de près de trois heures qu'il a prononcée à la clôture, hier soir, du cinquième Congrès de la Fédération des femmes.

Il a ajouté que ceux qui croyaient que les traîtres et les contre-révolutionnaires ne seraient pas punis se trompaient.

Il a affirmé qu'il n'y avait pas de pays plus humain que Cuba dans le monde entier et en a donné comme exemple le développement atteint dans l'île en matière de santé et d'enseignement.

Fidel Castro a violemment critiqué les Gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois et bulgare pour l'appui qu'ils ont apporté à une résolution anticubaine à la Commission des droits de l'homme de l'ONU et a ajouté qu'ils porteraient une responsabilité dans toute agression éventuelle des Etats-Unis contre Cuba.

La Tchécoslovaquie et la Pologne se sont jointes aux Etats-Unis pour présenter un projet de résolution contre Cuba à la Commission des droits de l'homme, tandis que la Bulgarie et la Hongrie, deux des 43 membres de cet organe international, ont voté en faveur de la résolution.

Fidel Castro a qualifié d'"abjecte et de cynique" la résolution présentée par les Etats-Unis et approuvée par 19 voix contre 12, avec 12 abstentions.

Cette critique virulente a contrasté avec l'éloge qu'il a fait de l'attitude de l'Union soviétique qui a appuyé Cuba à la Commission.

De même, il a mentionné expressément les votes de la République populaire de Chine, de l'Inde, de la Yougoslavie et du Mexique, pays qui avaient, eux aussi, appuyé Cuba.

D'autre part, le Président cubain a été d'avis que, contrairement au but recherché par les Etats-Unis d'Amérique, la situation actuelle au Nicaragua pouvait être encore plus révolutionnaire que celle qui avait précédé les élections remportées par l'opposition.

Il a ajouté qu'il fallait étudier attentivement la coopération que Cuba prêtait au Nicaragua, mais il a déjà annoncé que l'aide militaire serait suspendue dès l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, peut-être même avant, et que certains appuis économiques ne pourraient plus être apportés.

Analysant les résultats des élections, le Président a souligné que celles-ci avaient représenté un défi relevé par les sandinistes dans les conditions les plus défavorables alors que sévissait une guerre sale, imposée par les Etats-Unis, et une crise économique engendrée par cette même guerre et par le blocus économique nord-américain.

Il a indiqué que, difficulté supplémentaire, ces élections avaient eu lieu une semaine après la défaite des socialistes. Les sandinistes avaient dû faire de nombreuses concessions face à de très graves problèmes et avaient commis des erreurs de type subjectif, mais qu'il n'appartenait pas aux Cubains, leurs amis, de les leur signaler alors même qu'ils venaient d'essuyer un cruel revers.

A cet égard, le Président a souligné que le Nicaragua, comme d'ailleurs le reste de l'isthme, se trouvait dans une situation invraisemblable qui pouvait aboutir à un conflit, puisque d'une part, il y avait les bandes de contre-révolutionnaires organisées et armées par les Etats-Unis, d'une autre, le nouveau gouvernement bénéficiant de l'appui de ce pays, et d'une autre encore, les sandinistes qui disposaient de centaines de milliers d'armes.

Dans une autre partie de son discours, le chef de l'Etat cubain a confirmé la livraison d'avions de combat soviétiques MIG-29 en application d'accords passés entre Cuba et l'URSS, pays qui - a-t-il dit - se refusait à toute mesure impliquant le non-respect des accords conclus entre les deux pays.

Il a ajouté que l'Union soviétique faisait actuellement d'immenses efforts pour respecter les accords économiques passés avec Cuba, malgré les difficultés auxquelles elle était confrontée.

Fidel Castro a annoncé la présence des avions de combat modernes à Cuba au moment où il expliquait quelles étaient les mesures prises dans l'île pour défendre sa souveraineté face à une éventuelle attaque militaire des Etats-Unis."